



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la réorganisation du stockage  
du site exploité par la société Kimberly-Clark  
sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne**

N° 2025-0162  
AIOT 0006200720

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2020 modifié portant autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées une installation papetière par la société KIMBERLY-CLARK à Villey-Saint-Etienne ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis en Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 02 juillet 2025 par la société KIMBERLY-CLARK, en vue de réorganiser la répartition du stock dans ses locaux ;

**Vu** les éléments supplémentaires transmis le 29 juillet 2025 par l'exploitant sur les moyens de défense incendie présents dans le bâtiment de production ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025\_0667 du 8 octobre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 9 octobre 2025 par voie dématérialisée ;

**Vu** les observations émises par l'exploitant par courriel du 15 octobre 2025 ;

**Considérant** que la modification demandée par l'exploitant n'est pas substantielle ;

**Considérant** que la modification demandée par l'exploitant n'est pas de nature à augmenter les risques sur son installation ;

**Considérant** que la modification proposée par l'exploitant nécessite une adaptation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2020 modifié sus-visé, notamment sur le tableau des rubriques, les dispositions constructives et les moyens d'intervention en cas d'incendie ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

La société KIMBERLY-CLARK, dont le siège social est situé Le Capitole – 55 Avenue des Champs Pierreux – 92012 – Nanterre, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles suivants pour l'exploitation de son site de Villey-Saint-Etienne.

### **Article 2 : Nature des installations**

Le tableau des installations présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2007-256 est modifié comme ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité ou volume autorisé	Régime
1530-1	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de ) à l'exception des établissements recevant du public 1. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	Stockage de papier et carton	Pâte à papier : Intérieur : 2532 m <sup>3</sup> Extérieur : 3200 m <sup>3</sup> HUB : 28900 m <sup>3</sup> Shipping : 1083 m <sup>3</sup> AT48 : 42000 m <sup>3</sup> (1900 tonnes de bobine – 146 tonnes de mandrin) HT : 1400 m <sup>3</sup>  Volume total maximal : 79115 m <sup>3</sup>	A

### **Article 3 : Dispositions constructives**

Le premier paragraphe de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral 2007-256 est complété comme suit :  
« Par exception, l'atelier HT se répartit entre un atelier de production (1 ligne) et un stockage de matières premières (1400 m<sup>3</sup>) sans les séparations indiquées au-dessus. De même, la partie mitoyenne de l'atelier HT avec la zone SHIPPING est aménagée afin d'atteindre une protection minimale coupe feu de niveau REI 90 ».

### **Article 4 : Modalités de stockage**

L'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral 2007-256 est complété comme suit :  
« HT : Le stockage s'effectue sur 6 racks double et 1 rack simple positionnés perpendiculairement aux racks double et le volume maximal est fixé à l'article 1.2.1. Cet atelier contient aussi deux lignes de production ».

### **Article 5 : Mis à jour des documents**

L'ensemble des documents du site, notamment l'ensemble des procédures en cas d'incendie sont mis à jour en prenant en compte les modifications.

### **Article 6 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

## **Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Kimberly Clark

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Villey-Saint-Etienne

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **27 OCT. 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ